

L'ombre d'Octobre ; la révolution russe et le spectre des soviets

INTRODUCTION du livre
Lumière des soviets, ombre d'Octobre

Les bolcheviks ont montré comment la révolution ne doit pas être faite^[1]
Kropotkine

Le 21 juillet 1917, le journaliste russe Ilya Ehrenburg, après avoir passé quatre mois en France, visité le front, Paris et la province, rend compte en ces termes de l'influence de l'effervescence révolutionnaire en Russie sur l'opinion populaire française :

Ce n'est ni Ribot ni Lloyd George qui expriment l'espoir de cercles les plus larges, en France, mais notre Conseil des soviets ouvriers et soldats. Ce soviets si terrible pour la presse jaune. Partout, on ne parle que de lui, aussi bien dans les tranchées de Champagne qu'à Paris. « *Vive le soviets* », s'écrient les poilus en lisant les courtes dépêches. « *Vive le soviets* », ainsi s'achèvent les motions des assemblées où se réunissent des centaines d'ouvriers. « *Vive le soviets* », ainsi sont intitulés les éditoriaux des organes démocratiques tels que la *Tranchée républicaine*, *L'Humanité*, *Le Journal du Peuple*.

Il ajoute : « *Les écrivains, les artistes, la jeunesse qui écrivent, des dizaines de minuscules revues et tout ce qu'il y a en France de conscient, croit en la Russie. Romain Rolland qui faisait dernièrement un appel désespéré à l'Europe tant aimée : "Tombe, meurs, voici ta tombe", écrit maintenant : "La lumière libératrice vient de la Russie"*^[2]. »

La métaphore de la « *lumière libératrice* » prête aujourd'hui à sourire tant elle nous paraît tout à la fois éculée et par trop naïve et simpliste, d'autant que le style lyrique de Rolland est passablement appuyé et que nous bénéficions d'un recul historique d'un siècle. Pourtant, ce que dit cette image est irréductible à l'invention d'un mythe : dès juillet 1917, plusieurs mois avant la prise du pouvoir par les bolcheviks, la « *lumière de la révolution russe* » s'identifie à la lumière du « *soviets* » et elle fait briller dans la lugubre nuit de l'Europe plongée dans la barbarie de la guerre impérialiste la lueur d'un espoir qui ne sera pas près de s'éteindre, même après la paix de 1918. De fait, dans le sillage de la Révolution russe, et alors que la guerre civile entre rouges et blancs fait toujours rage en Russie, des mouvements insurrectionnels ou quasi insurrectionnels éclateront dans plusieurs pays d'Europe et leurs acteurs n'hésiteront pas à s'approprier le nom russe de « *soviets* ».

En Allemagne, sur la lancée de la révolution de novembre 1918, un dense réseau de conseils ouvriers s'étend sur tout le territoire. Les républiques des conseils voient le jour, notamment en Bavière (avril-mai 1919), en Hongrie (avril-août 1919) et dans le sud-est de la Slovaquie (juin-juillet 1919). Des communes agricoles d'inspiration communiste libertaire se constituent dans certaines régions de l'Ukraine (1918-1921). Des conseils d'usine apparaissent un peu partout dans le nord de l'Italie au cours du *biennio rosso* (les deux années rouges) de 1919-1920 : les 150 000 ouvriers en grève de Turin élisent des conseils d'usine et des soviets sont formés à Florence. Gramsci en tire cette conclusion : « *[L]a naissance des conseils ouvriers d'usine représente un grand événement historique, le début d'une ère nouvelle dans l'histoire du genre humain*^[3]. »

Mais il est aussi des expériences qui, sans aller jusqu'à l'insurrection, témoignent de la popularité et de l'exemplarité des soviets comme institutions autonomes. Le cas de l'Irlande mérite qu'on s'y arrête, tant il est peu connu, et pourtant socialement et politiquement significatif. En effet, pas moins d'une centaine d'expériences d'autogestion voient le jour entre 1918 et 1923, pratiquement toutes sous l'appellation de « soviets[4] ». Ainsi le « soviets » de Limerick créé en avril 1919 et qui est en fait un comité de grève, nommé par le Conseil des syndicats de la ville, prend en charge la gestion de la commune et finit même par émettre sa propre monnaie. Il en est également ainsi du « soviets » agraire de Broadford qui, en février 1922, prend en main pendant dix mois la gestion d'un domaine agricole et convertit une partie des terres en pâturages communs. Ainsi encore des soviets mis sur pied dans les 39 usines de l'entreprise laitière et boulangère Cleve en juillet-août 1922, dont la devise (« *Long live the Sovereign People* » ou « Longue vie au peuple souverain ») et le slogan (« *We make bread not profits* », « Nous faisons du pain, pas des profits ») disent assez clairement la dimension anticapitaliste.

En juin 1919 éclate à Paris la grève des métaux, « *condamnation de l'union sacrée et du réformisme de la Confédération générale du travail (CGT) incarnés par son secrétaire général, Léon Jouhaux* », une mobilisation ouvrière qui « *exprime une opposition résolue au capitalisme et au gouvernement[5]* ». Le Comité d'entente des Syndicats des métaux de la Seine appelle à la grève générale le 2 juin pour obtenir la semaine de quarante-quatre heures et une augmentation des salaires. Certains comités locaux de grève ajoutent d'autres revendications plus politiques : fin de l'intervention contre les bolcheviks en Russie, amnistie des prisonniers politiques et militaires. Lors d'un meeting organisé le 4 juin, à Saint-Denis dans la banlieue parisienne, le Comité intersyndical se transforme en Comité local des soviets. Un drapeau rouge est accroché au balcon de l'hôtel de ville. L'objectif est d'imposer à la CGT le déclenchement d'un mouvement général destiné à renverser le gouvernement de Clemenceau. L'historienne Michèle Zancarini-Fournel commente : « *La Révolution russe est très populaire parmi les grévistes, et particulièrement les soviets. C'est le "seul régime qui se rapproche le plus des aspirations ouvrières", affirme un gréviste d'Ivry le 18 juin 1919. Dans cette même banlieue parisienne, lors d'un meeting organisé le 24 juin, les membres des Jeunesses socialistes brandissent le drapeau rouge, entonnent des chants révolutionnaires et crient : "Vive la Révolution !" Le tableau est le même dans l'est parisien, du XIIIe au XXe arrondissement[6].* » Et dans l'ouest de la capitale, à Boulogne, une garde rouge est même formée pour combattre la police.

L'immense popularité de la « révolution bolchevique » vient de ce qu'elle confisque à son profit le prestige et la popularité des soviets, acquis dès avant le 25 octobre 1917, de sorte que la « lumière du soviets » devient, pour des millions d'hommes et de femmes partout dans le monde, la « lumière d'Octobre ». Pourtant, à regarder les choses de plus près, une telle identification relève de la méprise pure et simple : comme nous le verrons dès le premier chapitre, octobre 1917 ne marque nullement le triomphe des soviets, bien au contraire, et le léninisme, comme doctrine ou comme stratégie politique, ne peut prétendre, tant s'en faut, monopoliser à son profit l'expérience des soviets. La « déferlante conseilliste » des années 1918-1920 en Allemagne va d'ailleurs trouver ses véritables théoriciens, non du côté du bolchevisme, mais chez des hommes comme Anton Pannekoek, Otto Rühle ou Herman Gorter, aujourd'hui

bien oubliés, mais qui furent pourtant les défenseurs d'un communisme des conseils *opposé* au bolchevisme. Herman Gorter est notamment l'auteur d'une *Lettre ouverte au camarade Lénine* publiée en novembre 1920 en réponse à la célèbre brochure *La maladie infantile du communisme*. Il y défend la « tactique des masses » par opposition à la « tactique du chef » préconisée par Lénine, ou encore une « politique des masses » par opposition à la « politique des chefs » pratiquée par la IIIe Internationale[7]. De manière plus générale, c'est la primauté léniniste du Parti que cette gauche internationaliste remet en cause. Otto Rühle, lui, rédige en mai 1920 un texte-manifeste intitulé « *Die Revolution ist keine Parteisache !* » (*La révolution n'est pas une affaire de parti !*) dans lequel il reproche au Parti communiste allemand (KPD) d'être devenu « un parti parlementaire comme les autres partis », qui maintient les masses dans « une soumission muette et une passivité dévote » à l'égard des chefs. Il plaide en faveur d'une organisation politique qui ne soit pas un parti politique et qui œuvre à la création d'« organisations révolutionnaires d'entreprises » se fédérant du bas vers le haut pour former une « Union générale des travailleurs » qui n'aurait rien à voir avec un syndicat[8]. À l'occasion du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, ces communistes de conseils cherchent sans succès à se regrouper avec les délégués de la Confédération nationale du travail (CNT) espagnole et ceux des Industrial Workers of the World (IWW)[9] nord-américains pour constituer une opposition à la direction léniniste[10].

Comme on le sait, le léninisme ne s'est pas imposé seulement en Russie, mais dans l'Internationale elle-même, bientôt transformée en courroie de transmission des politiques de l'État russe. En dépit des efforts faits par des générations entières de révolutionnaires pour retrouver le véritable élan de 1917, le destin de la Révolution russe au XXe siècle a tourné au désastre pour les sociétés dirigées par les partis communistes et, au-delà, pour tout le mouvement ouvrier. Nul « redressement » démocratique n'a été possible, nulle « révolution anti bureaucratique » n'a eu lieu. Le capitalisme a partout été rétabli dans les anciens pays communistes, et souvent dans ses formes prédatrices et autoritaires les plus hideuses. Pire encore : ce qui s'est affublé du nom de « communisme » depuis 1917, ce qui a réussi à accaparer le monopole de cette appellation, est une catastrophe historique qui continue à produire ses effets les plus sombres sur l'humanité en la privant d'alternative. Si la « révolution d'Octobre »[11] a bien inauguré quelque chose d'inédit, ce n'est pas la libération des prolétaires, mais le pouvoir totalitaire de l'État. Les désillusions ont été d'autant plus cuisantes que les espérances avaient été immenses. Le « souffle d'Octobre », selon l'image bien peu matérialiste qu'affectionnaient les communistes, a entraîné des masses immenses d'individus, en particulier des jeunes, dans l'action politique[12]. Combien, à la façon de Panaït Istrati, y ont vu « le salut du monde qui travaille et qui peine » avant d'y découvrir, comme il l'a fait à ses dépens, le règne tyrannique des arrivistes cyniques et des « canailles » aux passions sordides et aux mœurs criminelles, cachés sous l'habit de militants dévoués à la révolution[13].

Certains s'en sont rendu compte très tôt, comme l'anarchiste américain Alexandre Berkman, qui écrivait ces lignes dans son journal de 1920-1922 : « Les jours qui passent sont gris. Les braises de l'espoir se sont éteintes les unes après les autres. La terreur et le despotisme ont broyé la vie qui avait vu le jour en Octobre. Les slogans de la révolution sont désavoués, ses idéaux étouffés dans le sang du peuple. Le souffle du passé condamne des milliers d'hommes à

la mort ; l'ombre du présent plane au-dessus du pays comme un drap mortuaire. La dictature bafoue les masses populaires. La Révolution est morte ; son esprit prêche dans le désert[14]. » Dans ces quelques lignes aussi lucides que sombres, les métaphores du « souffle du passé » et de « l'ombre du présent » renvoient toutes deux à la mort, quoique d'une manière différente, mais en même temps, elles ménagent en creux un moment qui n'a pas duré et qui est identifié comme le moment de « la vie qui avait vu le jour en Octobre ». Dans l'esprit d'Alexandre Berkman, qui s'est engagé à corps perdu dans la révolution, « Octobre » apparaît rétrospectivement comme le début d'une nouvelle vie, plein de promesses et gros de tous les possibles. Que le regard de l'acteur engagé qu'il fut trouve à s'exprimer dans ces formules, voilà qui n'est pas douteux. Mais, ce faisant, ne cède-t-il pas encore à un effet d'optique qui tient largement du mirage ? Car, en quoi octobre 1917 a-t-elle marqué le commencement d'une nouvelle vie ? Qu'une effervescence culturelle et intellectuelle ait suivi l'installation du nouveau pouvoir et qu'elle ait été éprouvée par beaucoup comme l'annonce d'une nouvelle vie, c'est chose indiscutable. Mais que faut-il penser du sort très vite réservé par ce même pouvoir aux institutions qu'étaient les « soviets » ou « conseils » et qui devaient, en principe, assurer au plus grand nombre l'exercice du pouvoir effectif ?

Chacun sait, ou devrait savoir, que c'est le Parti bolchevik qui exerça seul tout le pouvoir, depuis la guerre civile jusqu'à la fin de l'Union soviétique, et que ce pouvoir n'a jamais rien eu de « soviétique », *pas même en Octobre*. L'usurpation du terme de « soviets » est sans doute au cœur même du mensonge que fut le communisme bureaucratique d'État pendant presque tout le xx^e siècle. Si Révolution russe il y eut bien, elle fut le fait non du « parti d'avant-garde », mais du mouvement spontané d'auto-organisation des ouvriers, des paysans et des soldats, qui a autant surpris les bolcheviks que les autres partis. Plus précisément encore, et c'est là un fait historique désormais établi, le système des soviets comme forme d'auto gouvernement démocratique est foncièrement étranger à la pratique bolchevique du pouvoir. Les soviets n'ont jamais été à la base de l'édifice « soviétique ». En Russie, après 1917, loin d'un communisme des soviets, on a vu se mettre en place un communisme de parti, et même de parti-État. Comme le dira en termes simples le grand écrivain Vassili Grossman : « Le parti des bolcheviks dut devenir le parti de l'État national[15]. »

Or, aujourd'hui, ce communisme du « parti-État national » a achevé sa course historique. Et c'est tant mieux. Il est plus que temps d'ouvrir une nouvelle page, mais pour ce faire, il faut comprendre ce qui, avec ce communisme-là, a été dévoyé dans le projet d'émancipation qu'a porté le mouvement ouvrier dès ses débuts. Il faut aller au fond des choses, en déployer toute la logique, ce que nombre de révolutionnaires et de marxistes, derniers gardiens des vestiges d'une foi aveugle, se sont refusés à faire, arguant seulement ici ou là de quelques « erreurs », « excès », « confusions », concédant tout au plus l'existence de « crimes », mais se gardant bien de revenir de manière critique sur le tout début, sur l'acte inaugural du drame historique : la prise du pouvoir par le Parti bolchevik. C'est précisément à un tel retour critique que nous consacrerons les trois premiers chapitres du présent livre.

Pour peu que l'on y consente, on s'imposera alors de modifier la métaphore de l'ombre : ce n'est pas l'ombre de la terreur qui a tué la « révolution d'Octobre »,

c'est l'ombre d'Octobre qui s'est immédiatement étendue sur les soviets de Février, au point de les réduire à une existence purement spectrale. Cela n'a pas échappé aux observateurs et aux historiens les plus avertis du fonctionnement du régime dit « soviétique ». Hannah Arendt, dans *Les origines du totalitarisme*, cite l'historien Arthur Rosenberg qui, dans son livre *A History of Bolchevism* (1934), expliquait qu'il y avait deux constructions politiques parallèles en Russie : « le gouvernement fantôme des soviets » et le « gouvernement *de facto* du Parti bolchevik[16] ». Le pouvoir des soviets, reconnu pourtant comme la plus haute autorité de l'État, n'a jamais été qu'une fiction juridico-politique. Le vrai pouvoir, à la fois opaque et bavard, a dès le commencement été exercé par les organes centraux du Parti : « le pouvoir réel commence où le secret commence », selon l'excellente formule d'Arendt[17].

Mais un usage réglé de la métaphore requiert avant tout de préciser ce que l'on entend exactement par « ombre ». En grec, « ombre » se dit *skia* qui signifie aussi « trace »[18]. L'ombre est d'abord une trace. Mais cette trace ne se verrait pas sans un peu de lumière. L'ombre n'est pas seulement un manque ou une absence de lumière. Elle ne vit que du contraste de la lumière et de l'obscurité. La nuit noire n'est pas une ombre et on n'y discerne aucune ombre. L'ombre n'est pas ce que les philosophes ont pris l'habitude d'appeler un « *nihil privativum* », un rien de privation, ce qu'ils disaient de l'obscurité. Elle emprunte à son objet son contour, sa silhouette, même si elle ne lui ressemble pas en toute rigueur parce qu'elle n'en respecte ni les proportions ni la structure interne. Elle est quelque chose de positif et d'actif à sa manière, jusque dans son inertie.

En quoi et sous quelles conditions cela peut-il s'appliquer à ce que nous appelons ici « l'ombre d'Octobre » ? Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de « lumière d'Octobre ». Celle-ci n'est qu'une illusion provoquée par la capture de la lumière des soviets par le pouvoir bolchevik. En optique l'ombre portée est projetée par un objet qui intercepte la lumière émanant d'une source. *Mutatis mutandis*, il en est de même de l'ombre d'Octobre : elle est l'ombre projetée par l'événement de l'insurrection du Parti qui fait écran à la lumière des soviets. Octobre n'est pas le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité et elle ne partage pas cette dernière en deux, comme l'événement de la mort de Dieu selon Nietzsche. L'ombre d'Octobre est la trace durable laissée par un acte de prise du pouvoir effectuée d'abord et avant tout *contre* les soviets. Cela peut sembler bien paradoxal, mais c'est ainsi : l'insurrection d'Octobre déclenchée par les bolcheviks a relégué dans l'ombre un épisode fondamental de la grande geste auto-émancipatrice des xix^e et xx^e siècles : un moment de liberté collective qui a permis au peuple russe d'inventer de nouvelles institutions démocratiques. Mais il y a plus.

La « lumière des soviets » s'est définitivement éteinte en même temps que ce que Eric Hobsbawm a appelé le « court xx^e siècle », soit avec l'effondrement de l'Union dite « soviétique » en 1991[19]. Il serait vain et stérile de chercher à la rallumer. Le mensonge « soviétique » a fini par avoir raison d'elle : on ne dénature pas pendant trois quarts de siècle un mot sans en corrompre la signification. Les soviets comme institutions d'auto gouvernement appartiennent à un passé révolu. Il n'y aura pas de résurrection du « conseillisme ». Il nous faut désormais ouvrir de nouvelles voies, expérimenter un nouvel imaginaire, inventer de nouvelles pratiques d'émancipation. Comme nous le verrons dans le chapitre 4, l'ombre d'Octobre a occulté ce qui la précédait (la révolution

mexicaine de 1910) tout comme ce qui l'a suivie (la révolution espagnole de 1936). Mais le plus étrange est que cette ombre a survécu à l'extinction de la lumière des soviets et produit encore aujourd'hui des effets. C'est qu'elle n'a rien à voir avec l'adhésion à une doctrine, celle du « marxisme-léninisme », dont beaucoup ne savent plus rien, ou avec la fidélité à une stratégie politique et militaire, celle de l'insurrection armée conduite par un parti d'avant-garde. Elle n'est pas seulement de l'ordre d'une méconnaissance intellectuelle de notre passé. Elle ne fait pas seulement écran à un effort de compréhension de notre présent. Elle s'étend sur le sol des pratiques, pratiques d'argumentation, pratiques d'organisation, pratiques politiques. Pire encore, elle pèse sur les pratiques et les conduites, interdisant que ce qu'il y a de vraiment neuf dans les mouvements contemporains apparaisse pour ce qu'il est : une rupture radicale avec le passé du communisme de parti et d'État.

L'ombre persistante se manifeste dans la fascination pour la souveraineté de l'État ou, plus largement, pour la puissance absolue qui n'a aucun compte à rendre, sinon à elle-même. Elle se manifeste dans la prédilection, avouée ou non, pour le centralisme et la discipline. Elle se manifeste dans le culte du chef, qu'il s'agisse du caudillo nationaliste ou de l'inspirateur occulte d'une petite secte. Elle se manifeste dans la subordination de toute question de stratégie et de tactique aux intérêts supérieurs du « groupe », qu'il s'agisse d'un parti au sens léniniste du terme ou d'un « mouvement » qui prétend dépasser la forme du parti tout en maintenant la verticalité. Elle se manifeste dans le refus de reconnaître pratiquement l'autonomie des formes d'auto-organisation indépendantes de l'État et de tout « parti ». Plus que tout, elle se manifeste dans ce que Jacques Rancière appelle la « haine de la démocratie », la mieux partagée du monde, des fanatiques de la souveraineté nationale au blanquisme de contrebande des adeptes de « l'insurrection qui vient » [20]. Cette haine de la démocratie, on la retrouve chez ceux qui prétendent être détenteurs du vrai savoir sur la société et l'histoire. Elle inspire un profond mépris du « commun », ce qui n'est pas pour étonner quand on sait que le principe du commun n'est rien d'autre que l'exigence de la démocratie poussée jusqu'au bout, celle-là même qui conteste radicalement l'existence de l'expertise politique sous toutes ses formes.

Ainsi, on l'aura compris, l'ombre d'Octobre n'a rien de l'ombre fraîche et bienfaitrice qui nous protège du soleil [21]. Elle est une ombre qui continue de dessiner dans l'histoire une forme de pouvoir qui a failli. Qui assombrit et cache ce qui doit être vu. Et qui doit être définitivement dissipée.

Pierre Dardot et Christian Laval, *L'ombre d'Octobre. La Révolution russe et le spectre des soviets*, Lux Éditeur, 2017.

<https://www.luxediteur.com/catalogue/lombre-doctobre/>

Notes

- [1] Cité par Alexandre Berkman, *Le mythe bolchevik. Journal 1920- 1922*, Paris, La Digitale, 1996, p. 78
- [2] Cité dans Marc Ferro, *La révolution de 1917*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 981-982
- [3] Antonio Gramsci, « Le conseil d'usine », *L'Ordine nuovo*, Turin, 5 juin 1920, www.marxists.org/francais/gramsci/works/1920/06/gramsci_060520.htm
- [4] Olivier Coquelin, « Soviétisme irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923) », 1re partie, Association Autogestion, 6 octobre 2016, www.autogestion.asso.fr/?p=6320
- [5] Michèle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1865 à nos jours*, Paris, La Découverte, coll. « Zones », 2016, p. 581
- [6] *Ibid.*, p. 583
- [7] Herman Gorter, *Réponse à Lénine. Lettre ouverte au camarade Lénine*, Paris, Spartacus, 1979 [1920], p. 51 et 97
- [8] Otto Rühle, *La révolution n'est pas une affaire de parti*, Genève, Entremonde, 2010 [1920] (disponible en ligne, en version originale : www.marxists.org/deutsch/archiv/ruehle/1920/parteisache/parteisache.htm)
- [9] Organisation ouvrière d'inspiration anarchosindicaliste fondée en 1905
- [10] Serge Bricianer, « Introduction à la Lettre ouverte de Gorter : tenants et aboutissants », dans Gorter, *Réponse à Lénine, op. cit.*, p. 36
- [11] L'expression « révolution d'Octobre », parfois réduite par métonymie à « Octobre », n'a rien de neutre. Il s'agit certes d'une désignation courante et conventionnelle, mais elle porte en elle une part de la mythologie qui a transfiguré l'événement après coup. Nous l'utilisons ici pour satisfaire à des exigences de lisibilité, mais il convient de se défaire de la croyance selon laquelle l'insurrection bolchevique du 25 octobre 1917 résume à elle seule un processus révolutionnaire beaucoup plus complexe qui a commencé bien avant et s'est poursuivi après cette prise du pouvoir. Il s'agit aussi de prendre acte du fait que cette formule désigne même parfois la mainmise étatique et contre-révolutionnaire qui s'est imposée sur des organes d'autogouvernement démocratique
- [12] Claude Pannetier et Bernard Pudal, *Le souffle d'octobre 1917. L'engagement des communistes français*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2017
- [13] Cf. Panaït Istrati, *Vers l'autre flamme*, dans *Œuvres III*, Paris, Phébus, coll. « Libretto », 2006 [1929], p. 469 et 516
- [14] Berkman, *Le mythe bolchevik, op. cit.*, p. 282. Berkman et son amie Emma Goldman avaient été expulsés des États-Unis vers la Russie en 1919. Militants du mouvement libertaire, mais désireux de contribuer à la révolution, ils furent les témoins de la dégénérescence autoritaire et bureaucratique du pouvoir bolchevik. En mars 1921, l'écrasement de la Commune de Cronstadt, qu'ils essayèrent en vain d'éviter par leur médiation auprès des dirigeants bolcheviks, les convainquit de quitter le pays
- [15] Vassili Grossman, *Tout passe*, Paris, Presse Pocket, 1986, p. 231
- [16] Cité par Hannah Arendt, dans *Les origines du totalitarisme*, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2002, p. 729
- [17] *Ibid.*, p. 738

[18] Roberto Casati, *La découverte de l'ombre*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 37. Il faut ajouter que le même terme, « skia », sert à désigner l'existence diminuée des défunts qui peuplent l'Hadès, c'est-à-dire « les doubles exsangues d'êtres qui étaient autrefois dans la plénitude de leurs forces » (ibid.)

[19] Eric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles/Paris, André Versaille / Le Monde diplomatique, 2008

[20] On ne peut que donner raison à Jacques Rancière suspectant un certain usage du mot « insurrection » de n'être qu'« une manière de reprendre l'idée de la "prise du pouvoir" comme occupation de l'organe central de la machine par une force unitaire ». Jacques Rancière, *En quel temps vivons-nous ?*, Paris, La Fabrique, 2017, p. 60

[21] Casati, *La découverte de l'ombre*, *op. cit.*, p. 58. Le terme d'« ombre » admet deux sens principaux, que l'anglais, à la différence du français ou de l'italien, distingue en recourant à deux mots distincts : « shade » et « shadow ». *Shadow* se dit de la silhouette que jette un objet qui intercepte la lumière (on dira : projeter une ombre sur le sol). *Shade*, de tout lieu qui est protégé de la lumière (on dira : être à l'ombre de quelque chose, c'est-à-dire à l'abri du soleil)